

Secteur de l'électricité

L'Etat reprend Eneo et lance une vaste opération de restructuration



P. 11

Visites inopinées sur le terrain

Les fruits de la gouvernance de proximité du Dr Manaouda Malachie



Page 8

Directeur de la publication : Victor NDOKI - Réc. n° 203/RDDJ/C19/BAPP - n° 257 du 20 novembre 2025 - Prix : 400 FCFA

LES NOUVELLES

DU PAYS

Informers pour apporter des solutions

Editorial

Le temps du "vin nouveau" pour un septennat des "Grandes espérances"

Page 2

Nouveau gouvernement

Paul Biya face au défi d'un profond nettoyage

L'un des temps forts de son discours d'investiture du 6 novembre dernier était en faveur des jeunes et des femmes. S'il veut y arriver et éviter d'augmenter les frustrations déjà bien nombreuses en ce début de son septennat, Paul Biya doit obligatoirement se séparer de certains bras morts de son gouvernement qui ont plombé son dernier mandat, faisant chuter son score à 53 %, le plus faible depuis 1992. Page 3



Batailles politiques à Douala 2ème

Le contrôle de la mairie au centre des attaques contre Denise Fampou ?

Par deux fois, le domicile de la famille Fampou a été pris pour cible : le 27 juin 1991 puis le 27 octobre 2025. Des attaques séparées par 34 ans, mais dont la similitude interroge à la veille des élections municipales prévues en 2026. Page 4

Tournée d'apaisement et de vigilance

Paul Atanga Nji sur le terrain pour restaurer la paix, évaluer les dégâts et rassurer la nation

Du 10 au 15 novembre 2025, le Minat s'est rendu tour à tour au Grand-nord, dans le Littoral et à l'Est pour porter le message de la paix du Chef de l'Etat dans les régions touchées par la crise post-électorale. Pages 5, 6 & 7



Editorial

Le temps du “vin nouveau” pour un septennat des “Grandes espérances”

Par Victor NDOKI



Au lendemain de son investiture pour un nouveau mandat, le Président Paul Biya a placé son septennat sous le sceau des “grandes espérances”, une expression lourde de sens qui s’inscrit dans la continuité des grandes orientations ayant jalonné son long magistère : les grandes ambitions, les grandes réalisations, et désormais, les grandes espérances. Chacune de ces séquences politiques a eu une feuille de route clairement identifiée, et celle qui s’ouvre désormais porte une exigence supplémentaire : celle de restaurer la confiance, de rassembler le pays et de répondre aux attentes d’une jeunesse en quête d’avenir.

Les grandes ambitions : le temps des fondations

Lancée au début des années 2000, la phase des grandes ambitions fut celle de la projection, de la construction des bases d’un Cameroun moderne. Elle visait l’émergence à travers la modernisation de l’économie, la relance des grands chantiers, l’assainissement du cadre macroéconomique et la restructuration de l’État. C’était l’époque où il fallait poser les jalons et préparer le terrain.

Les grandes réalisations : le temps des infrastructures

Dans la continuité, le septennat suivant prit le nom de grandes réalisations, matérialisant l’idée que les promesses de la décennie précédente devaient s’incarner dans le concret : routes, barrages, ports, logements, équipements structurants. Ce fut la période de la matérialisation, où le pays a vu sortir de terre des infra-

structures essentielles pour son développement futur.

Les grandes espérances : le temps de la confiance et de la renaissance

Mais aujourd’hui, alors que Paul Biya entame ce nouveau mandat, et probablement le dernier, il ne parle plus seulement de projets ou de chantiers. Il évoque une mission sacrée que «Dieu Tout-Puissant et le peuple camerounais souverain» lui ont confiée : œuvrer sans relâche pour l’avènement d’un Cameroun uni, stable et prospère. Le Président reconnaît lui-même qu’il s’agit d’«une tâche lourde mais exaltante», à condition d’avoir véritablement à cœur l’amour et les intérêts du peuple.

Cette insistance sur la volonté divine et sur la souveraineté du peuple n’est pas anodine. Elle traduit un retour à l’essentiel : le Cameroun doit désormais se reconstruire moralement, socialement et institutionnellement. Pour que les grandes espérances deviennent réalité, il faut une équipe capable de porter cette élévation morale et politique.

Le remaniement à venir : le temps du “vin nouveau dans de nouvelles outres”

Dans les saintes Écritures, il est dit que l’on ne met pas du vin nouveau dans de vieilles outres. Cette image s’applique avec force au moment que traverse le Cameroun. Le prochain remaniement ministériel ne peut donc être une simple reconduction ritualisée. Il doit être un acte fondateur, une véritable rupture avec les pesanteurs qui ont freiné l’élan collectif.

Car comment bâtir un avenir d’espérance avec des hommes et des femmes qui, au fil des années, n’ont pas su incarner l’amour du peuple dans leurs actions ? Comment prétendre stabiliser la Nation avec ceux dont les attitudes méprisantes ont fait éclore frustrations, colères et désillusions ?

Le nouveau septennat exige une équipe régénérée, faite d’hommes et de femmes :

- qui placent l’intérêt général au-dessus des privilèges,
- qui comprennent les attentes de la jeunesse,
- qui respectent les femmes et voient en elles un moteur du progrès,
- qui maîtrisent la culture du vivre-ensemble,
- qui travaillent à faire taire les discours de haine qui empoisonnent l’espace public et les réseaux sociaux,
- qui rassurent par leur compétence mais surtout par leur probité morale,
- qui rétablissent la confiance entre le peuple et ses institutions.

Ce septennat ne peut tolérer les orgueilleux, les arrogants, les gestionnaires crispés sur leurs privilèges, ni ceux qui sèment frustrations et divisions. Le Cameroun entre dans une phase où la crédibilité et la décence publique doivent redevenir des critères de sélection.

Un mandat de transition spirituelle, morale et politique

En plaçant son mandat sous le signe

des grandes espérances, Paul Biya fait un acte politique mais aussi spirituel : il dit s’appuyer sur l’espérance divine pour guider l’avenir du Cameroun. Cela implique un devoir : choisir des serviteurs de l’État capables d’assumer une mission qui, selon lui, relève du divin.

L’enjeu dépasse donc le simple remaniement ministériel. Il s’agit de refonder la gouvernance, d’assainir les pratiques, de moraliser l’action publique, et surtout de réconcilier les Camerounais avec leur État, afin que les générations présentes et futures trouvent enfin leur place dans un pays qui croit en elles.

Un rendez-vous avec l’histoire

Le Cameroun aborde un nouveau chapitre. Les grandes espérances ne doivent pas être un slogan, mais un engagement ferme, mesurable et concret. Le peuple attend une équipe nouvelle, portée par la vertu, la compétence et l’humilité — des femmes et des hommes capables de transformer la confiance retrouvée en véritable prospérité.

Le remaniement qui s’annonce sera donc le premier test du septennat. Sera-t-il le moment du “vin nouveau” ? Le peuple camerounais, lui, espère déjà que oui.



camwater

UNION WATER SERVICES CORPORATION

DIT STOP AU CANCER DE LA PROSTATE



Bon mois de Novembre



LES NOUVELLES DU PAYS

Informer pour apporter des solutions

B.P. 15.579 Douala
Tél. : (237) 674.77.97.97 / 694.77.77.86
E-mail : j-lesnouvellesdupays@yahoo.fr
Site web : www.j-lesnouvellesdupays.com

Directeur de la Publication
Victor NDOKI
e-mail : vndoki@yahoo.fr

Assisté de
Sylviane EPOSSI

Conseiller à la Direction
Dominik FOPOUSSI

Rédacteur-en-chef
Etienne PENDA

Chef Desk Yaoundé
Josselin NGANDONGO
(Cell. 694.17.54.02)

Relations publiques
Arlette Messina Mvondo

Grand Reporter
Ive TSOPGUE
(Cell. 697.28.00.09)

Rédaction
Etienne PENDA
Henri MEKANA
Henri Donatien AYANG
Alex BEMA

Reportage / Infographie
Roudolphe EYAMBE

Archives et Documentation
Jacques TIATY

Impression
LE LOCALIER, YAOUNDÉ (699.39.81.01)

Distribution
Les Nouvelles du Pays

■ Nouveau gouvernement

Paul Biya face au défi d'un profond nettoyage

L'un des temps forts de son discours d'investiture du 6 novembre dernier était en faveur des jeunes et des femmes. S'il veut y arriver et éviter d'augmenter les frustrations déjà bien nombreuses en ce début de son septennat, Paul Biya doit obligatoirement se séparer de certains bras morts de son gouvernement qui ont plombé son dernier mandat, faisant chuter son score à 53 %, le plus faible depuis 1992.

« *Ainsi que j'ai eu l'occasion de vous le dire, la situation des jeunes et des femmes sera au cœur de mon action tout au long de ce septennat. L'un des principaux objectifs que je me suis fixé à cet égard est de promouvoir une meilleure responsabilisation et une meilleure protection des jeunes et des femmes... Nous allons intensifier ces efforts, en veillant à ce que les jeunes et les femmes bénéficient d'une protection accrue dans les milieux scolaire et professionnel, mais aussi en dehors de ceux-ci, pour pouvoirs'épanouir pleinement.* »

Le chef de l'Etat a fait ces promesses et d'autres qu'il se devrait de tenir s'il ne veut pas augmenter les frustrations déjà bien nombreuses en ce début de son septennat. Pour y parvenir, il devra identifier et sanctionner ceux de ses collaborateurs qui ont affaibli, par leurs manquements, leur boulimie ou leur ambition personnelle, son leadership au cours de son dernier mandat. Le nouveau gouvernement ne devrait plus compter des facteurs limitants, des pilliers de la fortune publique ou des clientélistes vivant de rentes sur le dos de l'Etat tout en sillant la branche sur laquelle ils sont assis.

L'enseignement supérieur, un secteur symptomatique

En mesurant « *la profondeur des frustrations* » des Camerounais dans son discours d'investiture, le Chef de l'Etat a implicitement donné le ton d'un nettoyage en perspective des champions de l'immobilisme qui ont consciencieusement fait le travail de sape qui a engendré ces nombreuses frustrations. Comme indice, Paul Biya souligne dans son discours « *qu'ayant été saisi par les jeunes qui en étaient fort préoccupés, je viens d'ordonner la reprise des études doctorales dans les universités au cours de cette année académique. J'ai également décidé de la relance des concours d'entrée dans les écoles normales supérieures.* » Cette sortie du Chef de l'Etat vient relever l'attentisme du chef de ce département ministériel qui, pendant plus de 20 ans, a géré l'enseignement supérieur avec des résultats mitigés.

En guise d'illustration, il a fallu l'engagement du Chef de l'Etat de protéger les jeunes et ses instructions fermes pour que son ministre de tutelle convoque, par communiqué en catastrophe, les chefs d'établissements publics du supérieur à « *une réunion stratégique sur la relance des formations doc-*



torales » : « *Faisant suite aux Très Hautes Instructions de Son Excellence Paul Biya, Président de la République, Chef de l'Etat, le 06 novembre 2025, relatives à la relance des formations doctorales dans les Universités d'Etat du Cameroun, j'ai l'honneur de vous convier à une réunion de travail qui se tiendra le mercredi 12 novembre 2025 à 10h00 précises dans la Salle 1036, dixième étage du Ministère de l'Enseignement Supérieur à Yaoundé. Cette rencontre vise à définir les orientations majeures pour la redynamisation des programmes doctoraux, en cohérence avec les priorités nationales de développement, les standards internationaux et les aspirations de notre jeunesse.* »

Autrement dit, si Paul Biya n'avait pas instruit la reprise de la formation doctorale, Monsieur le ministre d'Etat devait continuer à faire le beau entre son bureau ministériel et son trône de chef traditionnel dans son village à Nkoladom, usant et abusant de l'influence que lui confère son titre. Peut-être a-t-il trouvé dans l'élévation traditionnelle un raccourci pour accéder au titre de Nom Ngui et ainsi supplanter son patron afin d'être calife à la place du calife ! En tout cas, l'histoire retiendra que c'est pendant son magistère au Minesup que le Cameroun aura connu ses pires déconvenues.

Comme par exemple cet épisode de la 22e session du concours d'agrégation de médecine du Cames (Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur) 2024 : des 18 candidats camerounais présentés par le Cameroun, 16 ont été recalés. Les suppôts du ministre d'Etat avaient soutenu que ce n'était pas dû à un problème de compétence, mais plutôt de... procédure. Comme si la sélection et l'examen des dossiers de candidatures relevaient d'une compétence extérieure. L'université camerounaise a piqué du nez là où les universités concurrentes (Sénégal, Côte d'Ivoire, etc.) affichaient un taux de réussite

proche de 100 %. C'est l'un des trophées les plus retentissants remporté par le patron du Minesup dans une compétition qui a reçu près de deux cents récipiendaires.

Pire encore, le 31 octobre dernier, comme sorti d'un long coma l'ayant éloigné de la réalité, le Minesup a pondu un communiqué pour dénoncer un établissement clandestin. « *Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Enseignement Supérieur, Chancelier des Ordres Académiques, informe l'opinion publique nationale et internationale que l'Institution dénommée «Ecole Supérieure de Journalisme de Paris» (ESJ Paris), dont le siège social au Cameroun est situé à Douala, forme depuis quelques années en toute illégalité dans le domaine du journalisme et autres disciplines assimilées et se livre à une promotion de recrutement de nouveaux étudiants pour le compte de l'année académique 2025-2026. En conformité avec la loi n° 2023/007 du 25 juillet 2023 portant orientation de l'Enseignement Supérieur au Cameroun, cette école n'est pas reconnue par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et, par conséquent, n'est pas agréée par l'Etat pour exercer des activités d'enseignement supérieur sur le territoire national.* »

Cet établissement formerait « *depuis quelques années en toute illégalité...* », combien d'années au juste ? Ainsi donc, celui qui a la responsabilité de veiller à la légalité des établissements qui forment les jeunes Camerounais, se réveille un matin et découvre qu'un clandestin arnaque parent et étudiants « *depuis quelques années* » ! On parle d'une administration qui a des démembrements jusque dans les arrondissements. Et qui est ainsi outillée pour savoir à la seconde près si un établissement est agréé ou non. Le pire, c'est que Monsieur le ministre d'Etat reste muet sur la sanction à infliger au promoteur dudit établissement. Il se contente d'inviter « *le public et les étudiants à faire preuve de plus de vigilance.* »

Chaque étudiant est invité à s'inscrire dans des établissements dûment habilités par le Ministère de l'Enseignement Supérieur. » C'est tout !

Commerce : une réaction tardive en pleine crise

Autre secteur pointé du doigt : le commerce. Son ministre de tutelle, totalement pris au dépourvu par la crise post-électorale qui fait grimper de manière exponentielle les prix des denrées de première nécessité, s'est contenté de communiqués laconiques en direction des patrons des grandes surfaces. Plus de 20 ans à la tête de ce département ministériel, lui aussi a attendu les instructions du Chef de l'Etat pour se rendre compte que les jeunes existent : « *En droite ligne et en exécution des Hautes Directives prescrites par le Président de la République dans son discours de prestation de serment le 06 novembre 2025, le Ministre du Commerce a l'honneur de rappeler, à l'intention du grand public et de la jeunesse, en particulier, les nombreuses opportunités qu'offre le secteur du commerce, à la faveur notamment des textes en vigueur, inspirés et instruits par le Président de la République, qui consacrent le principe de la liberté d'entreprendre.* »

Subitement saisi par une logorrhée suspecte, il se surprend à « *vendre* » les activités de son département ministériel dans un communiqué, mettant l'accent sur la liberté d'entreprendre alors qu'il était resté muet quand, pendant la crise post-électorale, dans certaines villes du pays, des gens détruisaient et pillaient des commerces sous prétexte que les propriétaires étaient des allogènes...

Frictions politiques et frustrations internes

Dans la même veine, l'histoire retiendra que la révolte d'un allié du Rdpc, qui a pourtant suffisamment mouillé le maillot pendant qu'il était au gouvernement, est venue du fait de l'arrogance de celui qui était censé lui faciliter la tâche pour rencontrer le Chef de l'Etat, certainement pour échanger sur certains aspects de son alliance avec le Rdpc à la veille de l'élection présidentielle. Profondément frustré par cette attitude de mépris et d'abus de délégation de pouvoir, si l'on s'en tient à ses propres déclarations, ce chanfre du régime s'est retrouvé malgré lui être le pourfendeur du système qui l'a nourri pendant plus de 20 ans.

Il n'est d'ailleurs pas le seul à subir des frustrations, même dans le camp du Rdpc, plusieurs ministres ont payé les frais de sa boulimie du pouvoir. Certainement, ces cas de frustrations qui se sont déroulés sous son nez au Palais préoccupent au plus haut niveau le Chef de l'Etat qui entend les corriger pour garantir une cohésion harmonieuse de son équipe gouvernementale au cours de ce septennat hautement sensible.

Des frustrations et pas des moindres que le Chef de l'Etat aura à régler se trouve au sein des dirigeants du Rdpc à travers des manœuvres discriminatoires, arrogantes, méprisantes des représentants du parti dans leurs localités respectives. Là où il fallait mobiliser, ces représentants ont plutôt brillé par des divisions à travers des intrigues de toutes sortes, poussant les frustrés à engager des opérations d'autodestructions du parti. Conséquence, le Rdpc a perdu l'élection dans ces localités.

Que dire des ministres affaiblis par l'âge ou la maladie mais qui continuent d'occuper des postes stratégiques. En les reconduisant au prochain gouvernement, le Chef de l'Etat donnera l'impression qu'ils sont indispensables et qu'en dehors d'eux, personne d'autre ne peut les remplacer. Ce qui va certainement enfler les frustrations non seulement au sein du parti, mais également au sein de leurs administrations. Ce qui sera perçu comme un manque de considération pour les compétences émergentes.

Le prochain gouvernement devra donc répondre à une équation complexe : réduire les frustrations, restaurer la confiance et démontrer une véritable rupture avec les pratiques immobilistes.

Un septennat sous le signe des corrections

En reconnaissant publiquement l'ampleur des frustrations, Paul Biya a ouvert la voie à une réorientation majeure. Son engagement à corriger les dérives du passé laisse entrevoir un remaniement profond, susceptible de redonner souffle à l'action publique et de remettre le Cameroun sur la voie de l'efficacité administrative.

Le Chef de l'Etat joue ici une partie essentielle de son mandat : réconcilier les Camerounais avec leurs institutions, moderniser la gouvernance et mettre fin aux pratiques qui ont miné la performance gouvernementale. Le futur gouvernement saura-t-il incarner cette ambition ?

Etienne PENDA

■Batailles politiques

Le contrôle de la mairie au centre des attaques contre Denise Fampou ?

Par deux fois, le domicile de la famille Fampou à Douala 2 a été pris pour cible : le 27 juin 1991, puis le 27 octobre 2025. Des attaques séparées par 34 ans, mais dont la similitude interroge à la veille des élections municipales prévues en 2026. Pourquoi Madame le maire Denise Fampou apparaît-elle aujourd’hui comme l’une des cibles privilégiées des tensions politiques dans la capitale économique ?

Les habitants de Douala 2 n’ont pas oublié le 27 juin 1991. Alors que le Cameroun est agité par la contestation politique des années 1990, le domicile du maire de l’époque, David Dagobert Fampou, est incendié. Le contexte est celui du vent de démocratisation soufflant sur l’Afrique après la chute du bloc de l’Est. Au Cameroun, l’opposition réclame une conférence nationale souveraine. Le président Paul Biya, dans un discours à la Nation, rejette fermement l’idée, déclenchant un regain de mobilisation dans la rue. À New-Bell, la colère populaire vise directement les figures du Rdpc, dont le maire Fampou, absent au moment de l’attaque.

Deux dates, un même symbole

Trente-quatre ans plus tard, l’histoire semble bégayer. Le 27 octobre 2025, au lendemain de la proclamation des résultats de la présidentielle donnant Paul Biya vain-

queur, des partisans d’Issa Tchiroma Bakary contestent le verdict et appellent à « défendre vigoureusement la victoire » de leur candidat. Douala redevient l’épicentre des tensions.

Cette fois, c’est la résidence de Denise Fampou, maire de Douala 2 depuis 2007, qui est prise d’assaut et saccagée. Elle échappe au pire en se retranchant dans une chambre.

Pourquoi Denise Fampou ?

Si les messages de solidarité n’ont pas manqué, une question reste centrale : pourquoi elle ? D’autres cadres du RDPC, pourtant très visibles durant la campagne présidentielle, n’ont pas été inquiétés.

Pour plusieurs analystes locaux, l’attaque semble dépasser le cadre des violences postélectorales. Elle s’inscrit dans une lutte plus profonde pour le contrôle politique et économique de Douala 2, l’une des com-



munes les plus stratégiques de la métropole.

L’héritage d’un père, la trajectoire d’une fille

Dans les années 1980-1990, David Dagobert Fampou tente une transformation visible

de Douala 2 : modernisation du cadre urbain, infrastructures inédites, premier hôtel de ville moderne du Cameroun... Mais la vague du multipartisme balaie son mandat en 1996 au profit du SDF.

Les promesses de changement alors portées par l’op-

position déçoivent rapidement, ouvrant la voie au retour du RDPC en 2002.

C’est dans ce contexte que Denise Fampou accède à la mairie en 2007. Pour beaucoup d’habitants, son élection marque une forme de réconciliation avec l’héritage paternel.

Dix-huit ans plus tard, son bilan est largement salué : modernisation des marchés, réfection des écoles, pavage des rues, revalorisation des espaces publics, actions sociales et encadrement de la jeunesse. Les couleurs rose et blanc, symboles de ses chantiers, sont devenues emblématiques du renouveau de Douala 2.

Un bilan qui dérange ?

Parce que sa gestion est perçue positivement – bien au-delà de sa commune – Denise Fampou inquiéterait plusieurs cercles politiques, y compris dans son propre camp.

Les élections municipales de 2026 pourraient lui offrir un quatrième mandat si la dynamique actuelle se maintient. Une perspective qui ne ravit pas tous ses adversaires.

Pour certains observateurs, l’attaque du 27 octobre 2025 pourrait correspondre à une tentative d’intimidation, voire à une volonté d’élimination politique hors des urnes.

Et maintenant ?

Si Madame le maire de Douala 2 a exprimé sa reconnaissance aux populations et aux autorités pour leur soutien, ses partisans l’invitent à demeurer prudente, à renforcer ses dispositifs de sécurité et à s’en remettre, comme elle l’a fait, à sa foi.

Une chose est certaine : les tensions autour de la mairie de Douala 2 ne relèvent plus seulement des aléas postélectoraux. Elles semblent révéler une bataille plus profonde pour l’influence, le pouvoir local... et l’avenir politique de Denise Fampou.

Alex MBEMA



■ Tournée d'apaisement et de vigilance

Paul Atanga Nji sur le terrain pour restaurer la paix, évaluer les dégâts et rassurer la nation

Du 10 au 15 novembre 2025, le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, a effectué une importante tournée dans quatre régions du pays — l'Adamaoua, l'Extrême-Nord, le Littoral et l'Est — récemment secouées par des actes de vandalisme et de pillage liés à la crise post-électorale. Une mission à la fois ferme et rassurante, conduite au nom du Chef de l'État, Paul Biya, porteur d'un message clair : préserver l'unité nationale, restaurer le calme et maintenir la vigilance face à toute tentative de déstabilisation.

Sur chaque escale, le MINAT a tenu à constater personnellement l'ampleur des dommages



enregistrés, rencontrer les autorités administratives, les forces de défense et de sécurité ainsi que les populations affectées. Cette démarche, placée sous le sceau de la proximité et de la pédagogie,

visait un double objectif : apaiser les tensions encore perceptibles après les troubles et rappeler la détermination du gouvernement à garantir l'ordre public sur l'ensemble du territoire.

Dans un contexte où les foyers de violence ont suscité inquiétudes et interrogations, Paul Atanga Nji a insisté sur l'importance de la cohésion nationale et de la responsabilité collective. Le ministre a surtout réaffirmé que l'État restera «*debout, vigilant et engagé*» pour empêcher toute escalade, tout en accompagnant les communautés vers un retour durable à la sérénité.

Cette tournée, saluée par plusieurs responsables locaux, marque ainsi une étape décisive dans la stratégie gouvernementale de stabilisation et de réarmement moral des populations, après une séquence électorale qui a laissé des traces mais aussi des enseignements.

Henri Donatien AYANG

Région de l'Adamaoua : Minat, autorités traditionnelles et religieuses, élus du peuple, ensemble pour la paix

Dans le cadre de la visite de travail instruite par le président de la République, Paul Biya, le ministre de l'Administration territoriale (Minat), Paul Atanga Nji, a rencontré le 10 novembre 2025 à Ngaoundéré, région de l'Adamaoua les autorités traditionnelles, religieuses (musulmans, catholiques, protestants...) ainsi que les élus du peuple.

Il est venu ici expliquer la portée du message contenu dans le discours d'investiture du chef de l'État du 6 novembre dernier. La copie remise à chacun d'entre eux est une invitation à l'appropriation du contenu pour qu'un travail soit engagé pour assurer, dans la sérénité, un avenir radieux à tous les Camerounais du Nord au Sud, et de l'Est à l'Ouest.

Paul Atanga Nji a affirmé par ailleurs, conduire ici une mission d'apaisement, de sensibilisation à la paix et d'appel à la responsabilité collective de préservation du patrimoine commun qu'est le Cameroun.

Les chefs de communauté musulmane, chrétienne et protestante ainsi que les élus du peuple (sénateurs, députés et conseillers municipaux) ont été appelés par le Minat à balayer d'un revers de la main les informations tronquées qui n'ont



rien à voir avec la réalité divulguée sur les médias et les réseaux sociaux par les mauvais perdants à qui il ne reste que des larmoiements après le cuisant échec.

En effet, plus de 5.575 observateurs nationaux et interna-

tionaux accrédités ont bien évalué la régularité, le caractère sincère, apaisé et sécurisé de l'élection présidentielle du 12 octobre dernier.

Ces derniers doivent sensibiliser les populations à rejeter massivement les mots d'ordre ir-

responsables de ces illusionnistes en vaquant paisiblement à leurs activités.

De même les chefs religieux (imams, prêtres, pasteurs...) se doivent, dans leurs chapelles respectives, de prêcher la paix, la réconciliation

et d'indexer les fauteurs de troubles pour qu'ils soient mis face à leur responsabilité. Ainsi, «*la loi sera sans merci pour ces pyromanes qui lèvent les Camerounais les uns contre les autres*», prescription de Paul Atanga Nji.

Citant Saint Paul, le Minat appelle les uns et les autres à respecter l'autorité établie par la volonté de Dieu à la tête du pays comme au sein des communautés afin que la paix règne partout et que les confusions qui sont de nature à créer des conflits soient évitées.

Enfin, rassure que les biens et les personnes sont mis sous la responsabilité des autorités administratives, des forces de maintien de l'ordre et de sécurité ainsi que des forces vives de la région pour permettre que l'Adamaoua retrouve la dynamique de développement qu'on lui connaît.

■Tournée d'apaisement et de vigilance

Paul Atanga Nji sur le terrain pour restaurer la paix, évaluer les dégâts et rassurer la nation

Les populations du Nord disent non à la manipulation et à l'incivisme prônés par les mauvais perdants de la présidentielle 2025

Dès l'entame de la réunion de sécurité qu'il a présidée ce 11 novembre 2025 à Garoua dans les services du gouverneur de la région du Nord, le ministre de l'administration territoriale Paul Atanga Nji a transmis le message de paix et d'apaisement du chef de l'État dans un contexte marqué par les tensions post-électorales. L'objectif affiché : rassurer les populations et leur redonner confiance et quiétude quant à la protection de leurs biens et leurs activités.

Paul Atanga Nji a indiqué qu'il conduit une mission d'évaluation consécutive au scrutin présidentiel du 12 octobre, et a expliqué les principales orientations du discours d'investiture du chef de l'État du 6 novembre dernier, qui se révèle être une véritable feuille de route pour les prochaines années.

Au nom du président de la République, Paul Atanga Nji a salué la résilience des populations qui ont refusé de céder à la manipulation et ont résisté aux appels de soulèvement contre la République et les institutions établies.

“Les populations de la région du Nord ont montré qu'on ne peut pas manipuler les Camerounais, et leur patriotisme est louable et reconnaissable vis-à-vis de la patrie”, s'est laissé dire Paul Atanga Nji.

Évoquant les violences enregistrées ces derniers jours, le ministre a relevé pour le condamner l'implication des bandits de grands chemins drogués qui ont été mis à contribution pour vandaliser et saccager les services publics (sous-préfecture, siège d'Elecam...) ainsi que les domiciles et les biens privés. Il a assuré que les auteurs de ces actes paieront le prix fort et répondront de leurs actes criminels devant la justice.

Le ministre a également encouragé les populations à rejeter les appels à l'insurrection, les attaques contre l'intégrité et la stabilité du Cameroun émanant des politiciens véreux et mauvais perdants qui mettent en danger la vie d'autrui pour des intérêts personnels.

Il a invité les leaders communautaires, religieux et les parents à sensibiliser la jeunesse afin qu'elle ne tombe pas sous l'emprise de ceux qu'il qualifie de pyromanes, qui les droguent avant de les envoyer dans



les rues pour détruire le patrimoine commun chèrement acquis par tous. Paul Atanga Nji a rappelé

que tous les auteurs d'intimidation, de stigmatisation des populations ou d'incitation à la violence contre les institutions auront face à eux la rudesse de la loi. Ces hors la loi feront l'objet de sanctions sévères pour les actes commis. La défiance de l'autorité de l'État et des valeurs républicaines a un prix et il faut pouvoir assumer les conséquences.

Il a par ailleurs souligné l'importance de préserver les acquis de la nation que sont l'unité nationale, la paix, la cohésion sociale, le vivre en-

semble. Acquis qui sont les piliers de la solidification de l'œuvre de construction nationale engagée depuis l'indépendance du Cameroun et consolidée par le président Paul Biya depuis son accession à la magistrature suprême.

Au terme de ces incidents le bilan fait état de près de l'interpellation de 140 personnes dont des enfants de 12 à 14 ans sous l'effet du Tramadol. De lourds dégâts matériels ont été enregistrés et trois décès ont été enregistrés dans la région du Nord.

L'Extrême-Nord dit non à la manipulation et réaffirme son engagement pour la vérité et la paix

C'est l'un des points forts de la communication délivrée par Paul Atanga Nji, le 10 novembre 2025 à Maroua. En mission dans la région de l'extrême-Nord, le ministre de l'Administration territoriale a transmis un message de paix du chef de l'État dans un contexte de tensions post-électorale.

C'était au cours d'une réunion de sécurité qu'il a présidé en présence des autorités administratives et des forces de défense et de sécurité et qui avait pour objectif de redonner confiance aux populations à travers le rétablissement de la quiétude et l'assurance de la protection de leurs biens et de leurs activités.

Paul Atanga Nji a indiqué qu'il conduit une mission d'évaluation faisant suite au scrutin présidentiel du 12 octobre et a expliqué les grandes lignes du discours d'investiture du chef de l'État du 6 novembre, qui se révèle être une véritable feuille de route pour les prochaines années.

Le Minat a au nom du Chef de l'État salué le professionnalisme des forces de défense et sécurité dans la gestion des manifestations, ceci sans provoquer des dommages irréversibles. Il a également relevé pour le féliciter l'encadrement apporté par les autorités administratives aux forces de sécurité pour le retour de l'ordre et de la sécurité dans l'ensemble de la région.

D'après les rapports du gouverneur de la région de l'extrême-Nord, Midjiyawa Bakari, 300 jeunes âgés de 12 à 17 ans, agissant sous l'emprise de drogues et autres stupéfiants, ont été interpellés lors des



opérations de sécurisation des biens et des personnes dans certaines localités de la région.

Eu égard à cela, l'émissaire du chef de l'État a appelé les parents à sensibiliser leurs enfants au respect de l'État de droit et aux idéaux de paix, les invitant à ne pas se laisser instrumentaliser par des "officines malveillantes". *«Nous devons éduquer nos enfants à la responsabilité citoyenne afin qu'ils ne se retrouvent pas pris dans les mailles de la justice»*, a-t-il déclaré.

Insistant sur le renforcement de l'unité nationale, de la paix, de la stabilité et du vivre-ensemble, Paul Atanga Nji a ap-

pelé les communautés de la fille aînée du Renouveau à œuvrer pour la coexistence pacifique des composantes sociologiques dans l'harmonie qui a toujours été observée dans toutes les localités de la région.

Il a réaffirmé la détermination des autorités à traquer les fauteurs de trouble jusque dans leurs derniers retranchements, pour que l'ordre règne et

s'impose, rappelant que le Cameroun est un pays sérieux qui ne doit pas tomber entre les mains des aventuriers et des pyromanes de la première heure.

Les populations de l'Extrême-Nord ont rejeté les tentatives de manipulation visant à semer la division et ont réaffirmé la confiance dans la vérité sortie des urnes. Elles ont refusé de suivre le diktat de politiciens irresponsables, sans foi ni loi, et de céder aux sirènes de la désinformation et de la haine entretenue par certains acteurs politiques sur les réseaux sociaux «pour ébranler le pays tout entier dans le but de le conduire au chaos», a rappelé Paul Atanga Nji au terme de son propos.

Les communautés du Littoral choisissent la paix, la stabilité et l'unité nationale

C'est la position majeure des chefs traditionnels et de communautés, des religieux, des élus du peuple ainsi que des élites locales réunies ce 12 novembre 2025 à la salle des actes de l'hôtel de Ville de Douala dans le Littoral autour de Paul Atanga Nji, l'émissaire de paix du chef de l'État.

Ce dernier a reçu mandat de la Haute Autorité de l'État de rétablir la paix, la pondérance et la réconciliation d'une part et fédérer les populations à la cause de la consolidation de l'unité, nationale, de la cohésion sociale, du vivre ensemble et de la construction nationale d'autre part.

Les discussions ont porté sur des voies et moyens de réinstaurer la confiance entre les différentes composantes sociologiques, économiques, culturelles et politiques de la région qui a fortement résisté aux mots d'ordre de désobéissance civile lancés par les mauvais perdants aux lendemains de leur échec cuisant à la présidentielle 2025.

Devant la presse nationale et internationale conviée pour la circonstance, chaque représentant a fait Roundup des dispositions prises pour lutter contre le désordre, le vandalisme et le pillage généralisé orchestrés par des hors-la-loi sous l'emprise des stupéfiants recrutés pour la besogne par les mauvais perdants de la présidentielle 2025.



Les représentants des communautés Sawa, Haoussa, Tupuri, Bamileke et autres ainsi que les représentants des confessions religieuses, des acteurs économiques, des élites de la région, ont tous indexé et dénoncé les actes de déstabilisation et de subversion qui ont secoué le Littoral après le scrutin du 12 octobre dernier. Des exactions qui se sont soldées par des incendies, le pillage et le vandalisme des édifices publics et privés. Sans oublier les intimidations et la stigmatisation imposées aux populations par des personnes sans aucune légitimité.

S'adressant à tous ces arti-

sans de la paix, Paul Atanga Nji a salué leur engagement civique et leur patriotisme conforté par leur rejet total des initiatives scrupuleuses d'hommes politiques sans scrupules et égocentrique.

Il les a exhortés au respect des institutions établies, à promouvoir la coexistence pacifique des diverses composantes ethniques qui vivent dans cette région afin de lutter pour l'intégrité, la stabilité et le développement harmonieux du pays.

Pour mieux suivre le chemin tracé lors de ce nouveau septennat accordé à l'homme du 6 novembre 1982, le MI-

NAT a remis à chacun d'entre eux un exemplaire de son discours d'investiture.

Au cours de sa communication en présence du gouverneur du Littoral, Samuel Ivaha Diboa, des autorités administratives, des forces de défense et de sécurité, un bilan a été dressé sur la situation dans le Littoral, suite aux tensions liées à l'élection présidentielle du 12 octobre qui ont fortement perturbé l'activité du poumon économique du pays. Au total, 829 personnes, dont 26 femmes et 36 mineurs, ont été arrêtées lors des manifestations postélectorales.

Le ministre a fustigé les pyromanes et les politiciens irresponsables qui instrumentalisent, droguent et manipulent, à des fins égoïstes, les enfants dont l'âge varie entre 12 et 14 ans, pour qu'ils aillent dans la rue vandaliser les biens publics et privés.

Selon le Minat, cette attitude égocentrique de ces politiciens véreux est à condamner fermement. D'ailleurs la justice s'occupera d'eux ainsi que de leurs complices. La fermeté reste de rigueur face

à ces ennemis de la République qui ont mis à mal la paix sociale, la stabilité, l'équilibre économique et politique du pays.

En outre, il s'est dit satisfait de l'intervention des forces de défense et de sécurité pour la preuve de professionnalisme dont ils ont fait montre en venant à bout de la horde de hors-la loi qui ont mis à sac et pillé les biens publics et privés.

Dans la même lancée, il a félicité les populations du Littoral qui, dans la majorité, ont résisté à l'appel à l'insurrection, à la révolte contre les institutions de la République et à la destruction du patrimoine commun qu'est le Cameroun.

Il les a par ailleurs encouragés à rejeter le désordre, à consolider la paix, l'unité nationale, le vivre ensemble et la cohésion sociale.

Aussi, le Minat a invité les camerounais de bonne foi à se joindre au président de la République Paul Biya, nouvellement élu pour travailler à l'œuvre de construction d'un Cameroun uni, prospère et résolument tourné vers la modernité.

Le calme, la sérénité et l'ordre règnent dans la région de l'Est

C'est la synthèse de la réunion de sécurité élargie aux élites et aux représentants des communautés de la région de l'Est tenue ce 15 novembre 2025 à Bertoua par le MINAT. Elle survient dans le cadre d'une tournée d'évaluation de la situation postélectorale dans certaines localités du pays impactées par des troubles et des actes de vandalisme irresponsables.



Avant toute chose, Paul Atanga Nji a tenu à rappeler à tous la portée du discours d'investiture du chef de l'État du 6 novembre dernier. Il l'a qualifiée d'importante feuille de route et d'une invitation à chaque Camerounais à se joindre à lui pour l'accomplissement de l'œuvre de construction nationale engagée depuis son accession à la magistrature suprême en 1982.

Il a regretté les violences perpétrées dans la région de l'Est après la proclamation des résultats par une horde de drogués à la solde. Ayant suivi les appels à l'insurrection lancés par un candidat irresponsable et mauvais perdant, ils ont saccagé tout sur leur passage, s'attaquant même à la vie des autorités et forces de défense et de sécurité descendues dans les rues pour stopper cette furie démoniaque.

Conséquences : l'arrondissement de Mandjou et certaines localités de l'Est ont été mis à feu et à sang.

Des félicitations d'un chef de l'État ont été transmises par le Minat aux forces de défense et de sécurité pour le professionnalisme et la retenue remarquables lors de cette déferlante monstrueuse.

En outre, il a apprécié le comportement républicain de la majorité de la population de cette région qui a accepté le calme et la sérénité au lieu de suivre les mots d'ordre irresponsables des vendeurs d'illusions sans vergogne qui n'acceptent toujours pas la vérité des urnes.

“À cet effet, aucun acte de violence et de barbarie n'est acceptable. Des édifices publics et privés, des documents comme les actes de mariage, les actes d'état civil qui datent de 1968 et autres ont été brûlés complètement. Les responsables et leurs commanditaires seront

sévèrement punis”, a déclaré Paul Atanga Nji.

À en croire l'émissaire du chef de l'État, le candidat qui s'est autoproclamé élu à la dernière élection présidentielle a été incapable d'avoir des représentants dans plus de 5800 bureaux de vote où il a même fait dur résultat. Preuve que cette présidentielle s'est déroulée dans la tranquillité, la transparence, l'équité et la régularité. Chose d'ailleurs témoignée par les observateurs nationaux et internationaux présents sur l'ensemble du triangle national durant ledit scrutin.

Sur un autre volet, les chefs de communauté ont été appelés par Paul Atanga Nji à sensibiliser leurs congénères à préserver les acquis de la République, à savoir : la paix, la stabilité, l'unité nationale, le vivre ensemble, l'esprit républicain, la tolérance et la cohésion sociale.

Les chefs de communauté

doivent également leur porter le message de paix et d'apaisement du chef de l'État. En outre, ils doivent renforcer l'autodéfense dans les quartiers pour mettre les fauteurs de troubles hors d'état de nuire.

Selon le Minat, *“rien ne vaut la paix”*, pour dire que la responsabilité collective de tous et de chacun est interpellée afin de combattre les actes de violence, de tribalisme de haine dans l'espace public. Au bilan, la région de l'Est a enregistré de nombreuses arrestations et quatre décès parmi les assaillants qui ont attaqué farouchement les FMO avec des explosifs et des armes blanches (machette, couteaux, cailloux, etc.).

Pour ce qui est des mineurs interpellés, la responsabilité des parents sera mise à rude épreuve pour expliquer comment leurs progénitures se sont retrouvées dans la rue à incendier les édifices publics et privés.

■ Visites inopinées du Dr Manaouda Malachie

Une méthode de gouvernance qui rassure les populations

Le ministre de la Santé publique, Dr Manaouda Malachie, multiplie depuis plusieurs semaines des descentes inopinées dans les formations sanitaires du pays. Ces visites surprises, menées sans protocole préalable, visent à évaluer sans filtre l'état réel des infrastructures, la qualité des services offerts aux patients et l'implication des personnels de santé.

De Douala à Garoua, en passant par Yaoundé, Maroua et plusieurs localités rurales, le membre du gouvernement a pu constater aussi bien les progrès accomplis que les nombreuses insuffisances qui continuent de freiner l'efficacité du système sanitaire. Manquements organisationnels, pannes persistantes d'équipements, retards dans la prise en charge, besoins en ressources humaines : aucun détail n'a échappé au regard du ministre.

Ces visites, souvent relayées par les usagers eux-mêmes sur les réseaux sociaux, suscitent une vague de satisfaction au sein de l'opinion publique. Pour beaucoup, l'approche du Dr Manaouda Malachie illustre enfin un mode de gouvernance participatif et pragmatique, en parfaite résonance avec les attentes des populations, qui réclament depuis plusieurs années plus de proximité, de transparence et d'engagement de la part des dirigeants.

En allant toucher du doigt les réalités quotidiennes des hôpitaux, le ministre de la Santé publique envoie également un signal fort aux responsables locaux : l'amélioration du système de santé ne peut se faire que sur la base de la rigueur, du suivi permanent et du sens du service public. Les mesures correctives annoncées à la suite de chaque visite témoignent d'une volonté de transformer concrètement les constats de terrain en actions immédiates.

À l'heure où les défis sanitaires restent nombreux, la démarche du Dr Manaouda Malachie apparaît ainsi comme un exemple à suivre au sein de l'administration publique. Elle rappelle que l'efficacité des politiques publiques commence d'abord par une connaissance claire et directe des réalités vécues par les citoyens.

Zoom sur les visites inopinées du ministre de la Santé dans le Nyong-et-So'o et la Mefou Afamba.

Henri Donatien AYANG

Le Ministre de la Santé Publique, Dr Malachie Manaouda, a réalisé les 11 et 13 novembre 2025 une vaste tournée inopinée dans deux départements de la région du Centre : le Nyong-et-So'o et la Mefou-et-Afamba. Une démarche de proximité qui lui a permis d'évaluer sans filtre le fonctionnement quotidien des formations sanitaires publiques et privées, de relever les insuffisances et de féliciter les équipes engagées au service des populations.

Dans le Nyong-et-So'o : entre constats, remontrances et encouragements

À Mbalmayo et dans ses environs, le Minsanté a visité quatre structures: l'Hôpital de District, l'Hôpital Catholique Notre Dame de Zamakoe, la pharmacie de Mvimli et le Poste de Santé aux Frontières (PSF) de Nsimalen.

À l'Hôpital de District, le Dr Manaouda, guidé par le Dr Assanda Noël, a inspecté la radiologie, la chirurgie, l'ophtalmologie, la pharmacie et d'autres services. Au terme de la visite, il a exprimé son mécontentement face à la gestion administrative jugée insuffisante, regrettant notamment l'absence du directeur et un suivi inadapté des malades et des déchets hospitaliers. Le Conseiller médical a de son côté évoqué la vétusté des infrastructures, le manque d'équipements et de personnel, des préoccupations auxquelles le ministre a promis de donner suite.

En revanche, à Zamakoe et Mvimli, le patron de la santé publique a salué la bonne tenue des services et la qualité de la prise en charge, malgré un plateau technique limité. Il a félicité les équipes pour leur dévouement et leur sens du service public.

La visite s'est achevée au PSF de Nsimalen, bâtiment flambant neuf en voie d'opérationnalisation. Une fois le matériel installé et le personnel renforcé, cette structure stratégique pourra accueillir voyageurs et riverains.

Dans la Mefou-et-Afamba : un hommage au dynamisme du secteur privé

Deux jours plus tard, le ministre s'est rendu à Mfou pour une série de visites inopinées dans l'Hôpital de District, trois formations sanitaires



privées et une officine.

Accueilli chaleureusement par les équipes, le Dr Manaouda a multiplié les échanges directs, fidèle à son approche de terrain : «comment ça va ?», «comment ça se passe ?», autant de questions simples pour sonder l'ambiance et l'organisation des services.

Entre le Centre Médical Les Rois Mages, l'Hôpital Ad Lucem de Zalom, la pharmacie Elanssial et le Centre Médical Père Monti, le constat global s'est avéré positif. Le ministre a souligné la propreté des installations, la fonctionnalité des équipements et le professionnalisme du personnel. Il a adressé des félicitations appuyées aux responsables des structures privées, rappelant leur contribution essentielle à la qualité des soins et à la couverture sanitaire de la commune.

Cependant, quelques améliorations restent nécessaires. Le Minsanté a recommandé un renforcement de la gestion des déchets biomédicaux

et une meilleure organisation des espaces pour réduire les risques infectieux.

Des descentes qui renforcent la gouvernance sanitaire

En multipliant ces visites surprises dans les deux départements, le Dr Malachie Manaouda réaffirme sa vision d'une gouvernance sanitaire de proximité, fondée sur le contrôle direct, la responsabilisation des équipes et la valorisation des bonnes pratiques.

Ces descentes témoignent également de la volonté d'intégrer pleinement les formations sanitaires privées au dispositif national de santé, dans une logique de complémentarité avec le secteur public.

À travers ces initiatives, le Minsanté répond à une forte attente des populations : voir les dirigeants toucher du doigt les réalités du terrain et agir concrètement pour améliorer l'accès à des soins de qualité.



Mines

Le gouvernement ouvre de nouveaux horizons d'emplois pour les jeunes, les femmes et les PME/PMI

Le secteur minier camerounais se positionne plus que jamais comme un moteur de croissance et un gisement d'emplois. C'est l'un des principaux enseignements de la session d'échanges présidée, le 19 novembre 2025 au Hilton Hôtel de Yaoundé, par le Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique par intérim, le Pr Fuh Calistus Gentry.

Une rencontre stratégique qui s'inscrit dans la dynamique impulsée par le Chef de l'État, Paul Biya, dont le nouveau septennat est placé sous le signe de l'autonomisation des femmes et des jeunes.

Femmes, jeunes et acteurs miniers réunis pour la première fois

Le Minmidt a, pour la première fois, réuni à la même table des représentants de la jeunesse venus des dix régions, des organisations féminines et les principaux opérateurs du secteur minier, pétrolier et industriel. Objectif : présenter les opportunités d'un secteur en pleine mutation et désormais érigé en priorité nationale.

Cette initiative vise également à rapprocher les jeunes et les femmes des chaînes de valeur, en leur donnant accès à des informations concrètes sur les



métiers, les recrutements prévus et les partenariats possibles avec les entreprises minières.

Un secteur minier en pleine accélération

Le Cameroun compte actuellement 15 projets miniers en développement, couvrant des horizons de court, moyen et long termes. Les sites déjà opérationnels mobilisent plus de 1 000 travailleurs camerounais, tan-

dis que les projections pour 2026 annoncent une montée en puissance spectaculaire : 7 500 emplois directs et près de 15 000 emplois indirects devraient être créés.

Au-delà des profils techniques, l'écosystème minier ouvre de nombreux créneaux aux prestataires locaux : restauration, transport et logistique, fourniture d'équipements de protection, sécurité privée, maintenance, gestion du minerais, res-

sources humaines, traitement des déchets ou encore services médicaux.

Industrie et pétrole : des relais majeurs de recrutement

En parallèle, le secteur industriel associé aux mines promet 3 000 emplois directs et plus de 10 000 emplois indirects, offrant aux PME/PMI camerounaises des opportunités inédites en matière de contrats et de

sous-traitance.

Le secteur pétrolier aval, quant à lui, pourrait absorber près de 2 500 jeunes, renforçant ainsi la participation de la jeunesse aux filières stratégiques du pays.

Conscient du potentiel inclusif de ces métiers, le MINMIDT encourage particulièrement l'accès des femmes et des jeunes à des professions telles que la conduite d'engins lourds, le secours minier, la maintenance, les métiers techniques et les services de santé au travail.

Une école des mines annoncée dans le Sud

Moment fort de la rencontre : la signature d'un protocole d'accord entre le Minmidt et Delta Ressources Cameroon Plc, portant sur la création d'une école des mines dans la région du Sud. Cette future institution permettra de former localement des techniciens et ingénieurs selon les standards internationaux, tout en renforçant les compétences nationales nécessaires à l'industrialisation du secteur.

Une mobilisation institutionnelle forte

La cérémonie s'est tenue en présence du Directeur Général de la Sonamines, du Secrétaire Général du Minmidt, de plusieurs responsables du ministère et de dirigeants d'entreprises minières, témoignant de l'engagement collectif autour de la transformation du secteur.

Alex MBEMA



■Camwater - AAEA

Le 96ème Conseil stratégique et technologique s’achève à Yaoundé

Trois jours de réflexions pour renforcer les politiques africaines de l’eau et de l’assainissement.

Le rideau est tombé le mercredi 19 novembre 2025 sur les travaux du 96ème Conseil stratégique et technologique (CST) de l’Association Africaine de l’Eau et de l’Assainissement (AAEA), tenu à Yaoundé. Pendant trois jours, chercheurs, experts, investisseurs et professionnels du secteur ont planché sur le thème : «Gestion durable des ressources en eau et renforcement des services d’eau et d’assainissement : quels leviers stratégiques pour des actions fortes en Afrique ?»

Une participation internationale de haut niveau

La rencontre a rassemblé une centaine de participants venus d’une quinzaine de pays d’Afrique, d’Europe et d’Asie, autour du Dr Blaise Moussa, directeur général de la Camwater et président en exercice de l’AAEA. Les travaux ont été ouverts le lundi 17 novembre par le ministre de l’Eau et de l’Énergie, Gaston Eloundou Essomba, donnant ainsi le ton à des échanges placés sous le sceau de l’innovation et de la gouver-



nance sectorielle.

Assainissement : des priorités clairement définies

Durant les sessions thématiques, les spécialistes ont mis en exergue les défis majeurs qui freinent l’amélioration de l’assainissement en Afrique. Trois axes prioritaires se dégagent :
- Des mécanismes financiers innovants pour des services viables et durables ;
- Des solutions techniques adaptées aux réalités locales,

incluant la vidange mécanisée, le transport, le traitement et la valorisation des boues ;
- Le renforcement des compétences tout au long de la chaîne de valeur, considéré comme indispensable pour professionnaliser le secteur.

Des recommandations structurantes pour le continent

À l’issue des travaux, les participants ont formulé plusieurs recommandations clés destinées à orienter les poli-

tiques publiques et les investissements :

- 1. Gouvernance**
- Accélérer l’opérationnalisation de l’Académie Africaine de l’Eau et de l’Assainissement ;
- Harmoniser les politiques nationales avec les standards internationaux, notamment les normes ISO.
- 2. Ingénierie et innovation**
- Promouvoir les solutions adaptées aux besoins locaux :

stations compactes, technologies décentralisées, valorisation énergétique ou agronomique des boues ;
- Mettre en place une plateforme africaine d’échanges dédiée au partage des innovations du secteur.

3. Financement
- Développer des mécanismes innovants et durables : financements hybrides, mobilisation du secteur privé, appui aux PME ;
- Adopter des cadres réglementaires propices à la professionnalisation des services de vidange et à la formation continue des opérateurs.

Cap sur le Congrès international de 2026

En clôturant les travaux, le président de l’AAEA, le Dr Blaise Moussa, a salué la qualité des contributions formulées et a invité l’ensemble des acteurs — opérateurs économiques, chercheurs, entreprises, partenaires techniques et financiers — à se mobiliser pour le Congrès international et Exposition de l’AAEA, prévu du 9 au 13 février 2026 à Yaoundé.

Ce 96ème CST s’achève ainsi sur des perspectives ambitieuses, avec la volonté affirmée de renforcer durablement les systèmes d’eau et d’assainissement en Afrique.

Alex MBEMA



■ Secteur de l'électricité

L'État reprend le contrôle d'Eneo et lance une restructuration de fond

L'État du Cameroun a officiellement acquis 95 % du capital d'ENEO, jusque-là détenu par le fonds d'investissement Actis, pour un montant de 78 milliards de Fcfa.



Une opération stratégique qui marque le retour de l'entreprise d'électricité sous contrôle public, avec pour objectif déclaré de remettre de l'ordre dans un secteur en crise et d'engager une réforme structurelle d'envergure.

«Une étape indispensable», affirme le Gouvernement

À l'issue de la signature, le ministre de l'Eau et de l'Énergie, Gaston Eloundou Essomba, a souligné la portée de cette décision :

« Cette signature marque la reprise effective du contrôle d'Eneo par l'État du Cameroun. C'est une étape indispensable pour engager les réformes d'urgence nécessaires

à la stabilisation du secteur électrique. »

Une reprise qui intervient dans un contexte fortement dégradé, caractérisé par des tensions financières persistantes et des difficultés opérationnelles.

Un secteur fragilisé par un déséquilibre financier majeur

Le ministre a dressé un diagnostic sans concession : la véritable fragilité du secteur réside dans son déséquilibre financier. Celui-ci se traduit notamment par :

- des retards de paiement aux producteurs d'énergie, dont Nachtigal, Kribi et Memve'e ;
- des tensions récurrentes avec le gestionnaire du réseau de transport, Sonatrel ;
- des difficultés techniques

et commerciales persistantes chez Eneo.

Ces contraintes cumulées ont contribué à dégrader la qualité du service et à fragiliser l'ensemble de la chaîne électrique.

Un plan d'urgence pour redresser le secteur

Pour inverser la tendance, le Gouvernement a engagé un plan prioritaire articulé autour de plusieurs axes :

- **Refinancement de la dette d'ENEO**
Objectif : améliorer la trésorerie et stabiliser les paiements aux partenaires stratégiques.
- **Discipline de paiement**
Le Gouvernement annonce une tolérance zéro : « Tout le monde doit payer sa facture, y compris les entités publiques. » Une mesure destinée à réduire

les impayés structurels.

- Renforcement de la clientèle industrielle

Avec le développement du second corridor énergétique vers Douala, une demande additionnelle de 150 MW est attendue dès 2026, représentant environ 50 milliards de FCFA de revenus supplémentaires.

La lutte contre la fraude : un chantier prioritaire

La fraude électrique, estimée à près de 15 % du système — soit une perte évaluée à 60 milliards de FCFA chaque mois — constitue un frein majeur à la performance du secteur.

Le Gouvernement prévoit :
- la généralisation des compteurs prépayés et intelligents ;
- la normalisation systéma-

tique des branchements ;
- des contrôles renforcés sur le terrain.

Un acte de souveraineté énergétique

Pour les autorités, la reprise d'Eneo est un choix stratégique qui dépasse le cadre purement financier. Elle vise à restaurer la souveraineté énergétique du Cameroun, sécuriser les investissements et moderniser durablement la chaîne de production, de transport et de distribution.

Une nouvelle ère s'ouvre ainsi pour le service public de l'électricité, avec l'ambition d'offrir une meilleure qualité d'alimentation électrique aux ménages comme aux entreprises.

Henri Donatien AYANG

■ Fodecc

20 millions de FCFA dépensés pour 200 pagnes — une opération qui suscite la controverse

Le Fonds de Développement des Filières Cacao et Café (FODECC) se retrouve au cœur d'une vive polémique après l'acquisition de 200 pagnes pour un montant total de 20 millions de FCFA. À 100.000 FCFA l'unité, cette dépense jugée excessive soulève de nombreuses interrogations quant à la pertinence de l'opération et la gestion des ressources publiques.

Selon plusieurs observateurs, cette décision apparaît en total décalage avec les attentes et les difficultés rencontrées par les producteurs de cacao et de café. Dans un contexte économique marqué par la rareté des ressources et par la précarité d'une grande partie des agriculteurs, l'achat de pagnes à un coût aussi élevé laisse perplexe.

Les producteurs, eux, doivent faire face à des défis majeurs : chute des prix sur les marchés internationaux, effets néfastes du changement climatique sur les récoltes, accès limité aux intrants, aux technologies modernes et à des formations adaptées.

Alors que leurs besoins réels portent sur l'amélioration des rendements, la transformation locale ou encore la valorisation de la production, l'investissement du FODECC dans des articles vestimentaires nourrit l'incompréhension.

Plusieurs acteurs s'interrogent sur les motivations ayant conduit à une telle dépense. Pourquoi mobiliser 20 millions de FCFA pour des pagnes, au lieu de financer des programmes susceptibles de renforcer les capacités des agriculteurs ou d'améliorer leurs conditions de vie ? Cette opération est perçue par certains comme un exemple de mauvaise allocation des

ressources publiques.

Face à cette situation, des voix s'élèvent pour réclamer davantage de transparence dans la gestion du FODECC. Le Conseil National de la Consommation et de la Protection des Usagers (CONSUPE) est notamment interpellé pour ouvrir une enquête et clarifier l'utilisation de ces fonds. L'absence de communication officielle autour de cette acquisition contribue à renforcer le climat de suspicion.

Les organisations de la société civile, tout comme les producteurs, appellent à une réorientation des priorités du FODECC vers des actions concrètes et bénéfiques

pour les filières cacao et café. Ils plaident pour une gestion rigoureuse des ressources publiques et un recentrage sur les enjeux essentiels : soutien à la production, modernisation des équipements, formation, qualité, et accompagnement à la commercialisation.

L'affaire des 200 pagnes, au-delà de la controverse, remet au-devant de la scène la question cruciale de la gouvernance dans les institutions chargées du développement agricole. Elle rappelle l'importance d'une gestion transparente, efficace et orientée vers les véritables besoins des producteurs.

Henri MEKANA

■Hôpital Général de Yaoundé

Le budget 2025 revu à la hausse pour plus d'efficacité dans les actions de modernisation

Nouvelle hausse du budget 2025 de l'Hôpital Général de Yaoundé. Arrêté à plus de 9 milliards à l'issue des travaux du conseil d'administration du mois de décembre 2024, ladite enveloppe budgétaire a été revue et corrigée à plus de 13 milliards de Fcfa par les membres du conseil d'administration réuni en session extraordinaire consacrée à l'examen et à l'adoption du collectif budgétaire de l'exercice 2025.



Réunis ce Jeudi 13 Novembre 2025 dans la salle des Conférences new-look de l'HGY, les membres du Conseil d'administration de la formation sanitaire de 1ère catégorie ont validé en hausse le budget 2025 de l'institution hospitalière de référence, qui passe ainsi à plus de 13 milliards de Fcfa soit

une augmentation en valeur relative de plus d'un milliard 300 millions de Fcfa. Cette enveloppe budgétaire supplémentaire, appuis significatifs des Ministères des Finances et de la Santé Publique justifie cette session extraordinaire du conseil d'administration de l'Hôpital Général de Yaoundé consacrée

au collectif budgétaire en cette veille de clôture de l'exercice du budget 2025. Notons que cette hausse du budget 2025, est un appui considérable au vaste programme de rénovation et de modernisation du top management de l'HGY dont l'action porte sur la réhabilitation des infrastructures, la mise à

niveau du plateau technique et la formation continue du personnel. Avec 4 points à l'ordre du jour dont le collectif budgétaire comme point central, cette autre session du conseil d'administration de l'Hôpital Général de Yaoundé était conduit par Auguste Asse Essomba, Président dudit

conseil. Ce dernier, au nom des autres membres, a félicité le Directeur Général et son équipe, pour les nombreuses réalisations, qui ont redoré le blason de l'HGY ; le plaçant au centre de la prise en charge de qualité et d'excellence au Cameroun et en Afrique Centrale. **Communication / Général**

■Journée mondiale du Diabète

L'Hôpital Général de Yaoundé entre dépistage, sensibilisation et activité sportive

Le Vendredi 14 Novembre 2025, jour de célébration de la journée mondiale du Diabète a été marquée à l'Hôpital Général de Yaoundé par une conférence publique avec pour thème "Diabète et bien-être".

Avec comme modérateur Pr Jérôme Boombhi, Chef de Département de Médecine et Spécialités et placée sous la supervision du Pr Noël Emmanuel Essomba, Directeur Général, plusieurs médecins de l'HGY ont exposé sur les thèmes divers et variés. Notamment

- Qu'est-ce que le Diabète en grosmodo par Dr Nelly Ndam Ngambou, Diabétologue
- Diabétique, prendre soin de ses reins par Dr Maïmouna Mahamat, Néphrologue
- Diabétique, l'importance d'une bonne hygiène de la bouche et des dents par Dr



Valérie Tchouaman Sani, Chirurgien-Dentiste

- Diabétique, éviter les complications cardiaques par Dr José Kamgang, cardiologue
- La sexualité du patient

diabétique par Dr Bénédicte Mengue Yaya, Diabétologue

- Le patient diabétique sur son lieu de travail ? Quelle attitude ? Par Dr Ariane Nkamgna, Diabétologue
- L'alimentation du patient

diabétique, atelier pratique et dégustative par Mme Diane Nadège Ngole, Nutritionniste. Pour les participants patients, parents de malades, personnel médical et soignant, le moment a été intense et particulièrement instructif. Il est à retenir que le Diabète est un tueur silencieux ; il est important de se rendre à l'Hôpital Général de Yaoundé pour se faire dépister le plus tôt possible pour une prise en charge conséquente. Aussi, il a été recommandé aux uns et autres de pratiquer régulièrement une activité sportive. S'agissant de l'activité sportive, elle a mobilisé le

Samedi 15 Novembre 2025 à l'esplanade de l'HGY. Autour d'un coach sportif, médecins, infirmiers, malades et leurs proches ont eu droit à une séance spéciale de fitness. Celle-ci a permis aux participants de respecter une des consignes données par les médecins durant la semaine d'activités dédiée au Diabète. C'est sous cette note de bonne humeur et d'encouragements que s'est refermée la semaine d'activités consacrée à la lutte contre le Diabète à l'Hôpital Général de Yaoundé. **Communication / Général**